

L'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan

14 .09.1905

Source : *Prolétari*, n° 16, 14 (1^{er}) septembre 1905 - Œuvres t. X (novembre 1905 – juin 1906)

L'importance considérable du mouvement paysan dans la révolution démocratique que traverse la Russie a déjà été commentée, maintes et maintes fois, par toute la presse social-démocrate. Le III^e congrès du P.O.S.D.R. a adopté, comme on sait, une résolution spéciale sur ce point, afin de déterminer avec plus de précision et d'unifier l'activité de l'ensemble du parti du prolétariat conscient, précisément à l'égard du mouvement paysan actuel. Bien que cette résolution ait été préparée d'avance (le premier projet en fut publié dans le n° 11 de *Vpériod*, le 10 (23) mars dernier) ; bien qu'elle ait été minutieusement rédigée par le congrès du Parti, qui s'est efforcé de formuler les vues déjà établies de toute la social-démocratie russe - la résolution a néanmoins provoqué l'étonnement d'un certain nombre de camarades militant en Russie. Le comité de Saratov l'a proclamée, à l'unanimité, inacceptable (voir le n° 10 du *Prolétari*). Le désir que nous avions formulé alors d'obtenir l'explication de ce verdict n'a malheureusement pas été satisfait jusqu'ici. Nous savons seulement que le comité de Saratov a de même déclaré inacceptable la résolution agraire de la conférence néo-iskriste, - donc, ce qui ne l'a pas satisfait, c'est ce qu'il y a de commun dans les deux résolutions, et non point ce qui les distingue l'une de l'autre.

Un nouveau document sur cette question c'est la lettre qu'on nous a fait tenir d'un camarade de Moscou (lettre publiée sous la forme d'un tract polycopié). Nous la reproduisons in extenso :

LETTRE OUVERTE AU COMITE CENTRAL ET AUX CAMARADES MILITANT A LA CAMPAGNE

Camarades, l'organisation régionale du comité de Moscou a abordé de près le travail parmi les paysans. Le manque d'expérience quant à l'organisation de ce travail, les conditions particulières des campagnes de la région centrale, de même que le manque de précision des directives contenues dans les résolutions du III^e congrès, sur ce point, et l'absence presque totale d'indications, aussi bien dans la presse périodique que dans la presse générale sur le travail parmi les paysans, nous obligent à demander au Comité central de nous envoyer des directives détaillées, tant théoriques que pratiques ; quant à vous, camarades, qui faites le même travail, nous vous prions de nous communiquer les données pratiques que vous nous avez fournies votre expérience.

Nous tenons à vous faire part de l'étonnement qu'a provoqué chez nous la lecture de la résolution du III^e congrès sur "l'attitude à l'égard du mouvement paysan", à vous faire part aussi du plan d'organisation que nous commençons dès aujourd'hui à appliquer dans nos campagnes.

"§ a) Faire connaître aux grandes masses du peuple que la social-démocratie s'assigne comme tâche de soutenir avec la plus grande énergie toutes les mesures révolutionnaires prises par la paysannerie et capables d'améliorer sa situation, mesures allant jusqu'à la confiscation des terres appartenant aux grands propriétaires fonciers, à l'Etat, à l'Eglise, aux couvents et la couronne." (Extrait de la résolution du III^e congrès du P.O.S.D.R.)

Ce paragraphe, d'abord, ne dit pas clairement comment les organisations du parti feront et doivent faire la propagande. Celle-ci exige avant tout une organisation qui approche de très près ceux que l'on veut toucher par la propagande. Cette organisation prendra-t-elle la forme de comités du prolétariat rural ? ou bien d'autres voies d'organisation sont-elles possibles, tant pour la propagande orale que pour la propagande écrite ? La question reste en suspens.

On peut en dire autant de la promesse d'un soutien énergique. Soutenir, et soutenir énergiquement, n'est de même possible que lorsqu'on possède une organisation sur place. La question d'un "soutien énergique" nous paraît en général très vague. La social-démocratie peut-elle soutenir l'expropriation des terres seigneuriales mises en valeur de la façon la plus intensive, à l'aide de machines, de cultures supérieures, etc. ? Le passage de ces terres entre les mains de propriétaires petits-bourgeois, si important qu'il soit d'améliorer leur situation, marquerait un pas en arrière au point de vue du développement capitaliste d'une exploitation donnée. Demeurant des social-démocrates, nous devrions à notre avis faire dans ce paragraphe relatif au "soutien", cette réserve : "si l'expropriation de ces terres et leur transformation en propriété paysanne (petite-bourgeoise) constitue une forme supérieure du développement de l'exploitation de ces terres".

Et plus loin :

"§ d) Travailler à l'organisation autonome du prolétariat agricole, à sa fusion avec le prolétariat des villes sous le drapeau du Parti social-démocrate et faire participer ses représentants aux comités paysans."

La dernière partie de ce paragraphe suscite des doutes. En effet les organisations démocratiques bourgeoises telles que l'Union paysanne et les organisations utopiques réactionnaires, comme celles des socialistes-révolutionnaires, organisent sous leurs drapeaux aussi bien les éléments bourgeois de la paysannerie que ses éléments prolétariens. En introduisant dans ces comités "paysans" nos représentants choisis dans les organisations du prolétariat rural, nous nous contredirions nous-mêmes, nous contredirions nos idées sur le bloc, etc.

Il nous paraît que là encore des amendements sont nécessaires, et des amendements très sérieux.

Telles sont les quelques remarques d'ordre général concernant la résolution du III^e congrès. Il est à souhaiter qu'elles soient examinées au plus vite et de la façon la plus détaillée.

En ce qui concerne le plan de l'organisation "rurale" dans notre organisation régionale, nous sommes obligés de travailler dans des conditions dont les résolutions du III^e congrès ne disent absolument rien. Il importe de marquer avant tout que le champ de notre activité — la province de Moscou et les districts attenants des provinces voisines - est par

excellence une région industrielle, où l'artisanat est relativement faible et la population exclusivement agricole insignifiante. De vastes manufactures, avec 10000 à 15000 ouvriers, alternent avec de petites fabriques, qui, dispersées dans les bourgs et les villages écartés, occupent de 500 à 1000 ouvriers. Ces conditions devaient créer, semble-t-il, un terrain très propice à la social-démocratie ; mais la réalité montre que de telles conditions, considérées à vol d'oiseau, ne résistent pas à la critique. Jusqu'à présent notre "prolétariat" ne s'est pas détaché de la terre, dans son immense majorité, bien que certaines fabriques comptent de 40 à 50 années d'existence. La "campagne" le tient si fort que tous les facteurs psychologiques et autres que le travail collectif fait naître chez le prolétariat "pur", ne peuvent se développer chez notre prolétariat. L'économie agricole de nos "prolétaires" revêt des formes bâtarde. Un tisserand travaillant à la fabrique loue un ouvrier pour labourer son lopin de terre. Sur ce même lopin travaillent sa femme (si elle n'est pas à la fabrique), ses enfants, ses vieux parents, les invalides de la famille ; et il y travaillera lui-même, lorsqu'il sera, vieux ou estropié, ou chassé pour son esprit turbulent ou son inconduite politique. Ces "prolétaires"-là, il est difficile de les appeler prolétaires. Par leur situation économique ils sont paupérisés. Par leur idéologie, des petits bourgeois. Ils sont ignorants et conservateurs. C'est parmi eux que sont recrutés les "Cent-Noirs". Depuis peu, pourtant, leur conscience s'éveille. Grâce aux contacts assurés par le prolétariat "pur", nous tirons cette masse obscure de son sommeil séculaire, et non sans succès. Nos contacts se multiplient, ils s'affermissent par endroits, les éléments paupérisés se soumettent à notre influence et s'assimilent notre idéologie, tant à la fabrique qu'à la campagne. Et nous estimons qu'implanter des organisations dans un milieu qui n'est pas "purement" prolétarien, ne sera pas contraire à l'orthodoxie. Nous n'avons pas d'autre milieu, et si nous insistons sur l'orthodoxie, si nous n'organisons que le "prolétariat" rural, il nous faudra dissoudre notre organisation et les organisations voisines. Nous savons qu'il nous sera difficile de combattre la soif d'expropriation des fonds de terre labourables et autres laissés à l'abandon par les propriétaires fonciers, ou bien les terres que les pères en capuchon et en soutane n'ont pas su mettre en valeur comme il faut. Nous savons que la démocratie bourgeoise à commencer par la fraction "monarchiste-démocrate" (il en existe une dans le district de Rouza) pour finir par une union "paysanne", nous disputera l'influence sur les "éléments paupérisés", mais nous dresserons ces derniers contre les premières. Nous utiliserons toutes les forces social-démocrates de la région, - intellectuels et ouvriers-prolétaires - pour organiser et affermir nos comités social-démocrates de "paupérisés". Nous nous conformerons au plan que voici : nous installerons dans tous les chefs-lieux de district ou dans tous les grands centres industriels des comités de groupe de l'organisation régionale du Parti. Le comité de district, outre le travail d'organisation dans les fabriques et les usines de son secteur, formera des comités "paysans". Ces derniers, eu égard aux nécessités de l'action clandestine, ne comprendront qu'un petit nombre de membres, choisis parmi les paysans paupérisés les plus révolutionnaires et les plus doués. Là où il y a des fabriques et des paysans, il est indispensable de les organiser dans un seul comité de sous-groupe.

Ce comité doit avant tout se faire une idée claire et nette du milieu :

A. Rapports agraires : 1° lots des paysans, fermage, forme de possession (communautaire, familiale, etc.) ; 2° les terres environnantes : a) leurs propriétaires ; b) leur étendue ; c) rapports entre les paysans et ces terres ; d) conditions de jouissance : 1° paiement en travail ; 2° loyer très élevé des "otrezki" etc. ; e) endettement envers les koulaks, les propriétaires fonciers, etc. B. Redevances, impôts, taux des impositions foncières sur les terres des paysans et celles des propriétaires fonciers. C. Métiers auxiliaires et artisanat, passeports, embauchages pour l'hiver, etc. D. Fabriques et usines locales : conditions de travail : 1° salaires ; 2° journée de travail ; 3° attitude de l'administration ; 4° conditions d'habitation, etc. E. Les autorités : administrateurs de district, ancien de village, greffier, juges cantonaux, gardes, pope. F. Les zemstvos : élus des paysans ; employés : instituteur, médecin ; bibliothèques, écoles, débits de thé. G. Les assemblées cantonales : leur composition et la conduite des affaires. H. Les organisations : l'Union paysanne, les socialistes-révolutionnaires, les social-démocrates.

Ces renseignements pris, le comité paysan social-démocrate est tenu de faire adopter, dans les réunions de paysans, les décisions qui découleront de telle ou telle situation anormale. En outre, ce comité développe intensément la propagande et l'agitation des idées de la social-démocratie dans les masses, organise des cercles d'études, des réunions improvisées, des rassemblements, diffuse proclamations et publications, recueille des fonds pour la caisse du Parti et entretient des relations avec l'organisation régionale, par l'intermédiaire du groupe de district.

Si nous réussissons à organiser un certain nombre de comités de ce genre, le succès de la social-démocratie sera assuré.

Un organisateur régional.

Il va de soi que nous ne prendrons pas sur nous d'élaborer les directives pratiques détaillées dont parle ce camarade : c'est l'affaire des militants de base et du centre de direction pratique russe. Notre intention est de profiter de la lettre substantielle du camarade de Moscou pour expliquer la résolution du III^e congrès et les tâches immédiates du Parti en général. La lettre montre que les malentendus suscités par la résolution du III^e congrès ne sont dus qu'en partie à des doutes d'ordre théorique. Ils ont une autre source dans la question nouvelle, jamais posée antérieurement, des rapports entre les "comités paysans révolutionnaires" et les "comités social-démocrates" militant dans la paysannerie. Le fait même de poser cette dernière question témoigne du progrès considérable de l'action social-démocrate parmi la paysannerie. A l'ordre du jour s'inscrivent déjà des questions plus ou moins détaillées, suscitées par les besoins pratiques du travail d'agitation "dans la campagne", lequel s'étend et prend des formes permanentes, solides. L'auteur de la lettre oublie plus d'une fois que, reprochant à la résolution du congrès son manque de clarté, il y cherche, au fond, la réponse à une question que le congrès du Parti n'a pas posée et ne pouvait poser.

Ainsi, par exemple, l'auteur n'a pas tout à fait raison de dire que la propagande de nos idées et le soutien du mouvement paysan ne sont possibles "que" s'il y a une organisation sur place. Evidemment, ces organisations-là sont souhaitables et, quand le travail se développe, nécessaires ; mais ce travail est possible et nécessaire même lorsque ces organisations font défaut. Dans toute notre activité, même quand nous n'avons affaire qu'au prolétariat des villes, nous ne devons pas perdre de vue la question paysanne ; nous devons diffuser la déclaration faite par l'ensemble du parti du prolétariat conscient à son III^e congrès :

nous soutenons l'insurrection paysanne. Les paysans doivent en être informés par nos publications, par l'intermédiaire des ouvriers, d'organisations spéciales, etc. Les paysans doivent savoir que le prolétariat social-démocrate *ne reculera*, pour réaliser ce soutien, devant aucune confiscation du sol (c'est-à-dire devant l'expropriation sans indemnité aux propriétaires).

L'auteur de la lettre soulève ici une question théorique : Ne convient-il pas de limiter, en faisant une réserve spéciale, l'expropriation des grands domaines et leur transformation en "propriété paysanne petite-bourgeoise" ? Mais en proposant cette réserve l'auteur restreint arbitrairement le sens de la résolution du III^e congrès. *Il n'est dit nulle part*, dans cette résolution, que le Parti social-démocrate s'engage à soutenir la remise des terres confisquées précisément à des propriétaires petits-bourgeois. La résolution dit : Nous soutenons "jusques et y compris la confiscation", c'est-à-dire jusques et y compris l'aliénation sans indemnité ; mais à qui donner les biens aliénés, la résolution ne tranche pas cette question. Ce n'est pas par hasard que celle-ci reste pendante : les articles publiés par *Vpériod* (n^{os} 11, 12, 15) montrent que l'on estimait déraisonnable de la trancher par anticipation. Il y était dit, par exemple, qu'en République démocratique la social-démocratie ne peut prendre aucun engagement, ni se laisser lier les mains en ce qui concerne la nationalisation du sol.

En effet, à la différence des socialistes-révolutionnaires petits-bourgeois, l'essentiel pour nous *maintenant*, c'est le côté démocratique révolutionnaire des insurrections paysannes et l'organisation particulière du prolétariat rural en un parti de classe. L'essentiel n'est plus maintenant dans les projets fantaisistes de "partage noir" ou de nationalisation ; l'essentiel, c'est que la paysannerie sache comprendre et entreprendre la démolition *révolutionnaire* de l'ancien régime. Aussi les socialistes-révolutionnaires insistent-ils sur la "socialisation", etc., tandis que nous insistons sur les *comités paysans révolutionnaires* : sans eux, disons-nous, toutes les transformations sont nulles. Avec eux et en s'appuyant sur eux, la *victoire de l'insurrection paysanne* est possible.

Nous devons soutenir de toutes les manières l'insurrection paysanne jusques et y compris la confiscation des terres, *mais nullement jusques et y compris toute sorte de projets petits-bourgeois*. Nous soutenons le mouvement paysan dans la mesure où il est démocratique révolutionnaire. Nous nous préparons (nous nous préparons à l'instant même, sans délai) à le combattre dès qu'il deviendra réactionnaire, anti-prolétarien. L'essence même du marxisme tient dans ce double objectif, que seuls des gens qui n'entendent rien au marxisme peuvent vouloir simplifier ou aplatir, jusqu'à en faire un simple et unique objectif.

Prenons un exemple concret. Admettons que l'insurrection paysanne ait triomphé. Les comités paysans révolutionnaires et le gouvernement révolutionnaire provisoire (qui s'appuie en partie sur ces mêmes comités) peuvent opérer à leur gré la confiscation de la grande propriété. Nous sommes pour la confiscation, nous l'avons déjà dit. Mais à qui conseillerons-nous de remettre les terres confisquées ? Sur ce point nous ne nous sommes pas lié les mains, et nous ne ferons jamais des déclarations comme celles que propose imprudemment l'auteur de la lettre. Il oublie que la résolution du III^e congrès parle d'"*épurer le contenu démocratique révolutionnaire du mouvement paysan en le libérant de tout alliage réactionnaire*". Premier point. En second lieu, elle affirme la nécessité d'"*une organisation autonome du prolétariat rural, dans tous les cas et dans toutes les circonstances*". Telles sont nos directives. Il y aura toujours des alliages réactionnaires dans le mouvement paysan ; et d'avance, nous leur déclarons la guerre. L'antagonisme de classe entre le prolétariat rural et la bourgeoisie paysanne est inévitable, et d'avance nous le dénonçons, nous l'expliquons, *nous nous préparons à combattre sur ce terrain*. La question de savoir à qui et comment remettre les terres confisquées peut très bien devenir l'une des causes de cette lutte. Et nous ne cherchons pas à escamoter cette question, nous ne promettons pas de partage égalitaire, de "socialisation", etc. ; nous disons : là, nous aurons à combattre encore, à combattre de nouveau, nous combattrons sur un nouveau terrain et avec d'autres alliés ; là nous marcherons, n'en doutez pas, avec le prolétariat rural, avec toute la classe ouvrière *contre* la bourgeoisie paysanne. Dans la pratique, cela peut signifier soit le passage des terres à la classe des petits propriétaires paysans, là où prévaut la grande, l'asservissante propriété féodale, et où n'existent pas encore les conditions matérielles de la grosse production socialiste ; soit la nationalisation, à la condition de la victoire complète de la révolution démocratique ; soit encore la remise des grands domaines capitalistes à des *associations ouvrières*, car, la révolution démocratique faite, nous aborderons aussitôt, - et dans la mesure précise de nos forces, dans la mesure des forces du prolétariat conscient et organisé, - la voie de la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution ininterrompue. Nous ne nous arrêterons pas à moitié chemin. Si nous ne faisons pas de promesses de "socialisation" immédiate, à l'instant même, c'est précisément parce que nous connaissons les conditions véritables du problème, et qu'au lieu de dissimuler, nous révélons la nouvelle lutte de classe, qui mûrit dans les profondeurs de la paysannerie.

Nous commençons par soutenir jusqu'au bout, par tous les moyens, jusques et y compris la confiscation, le paysan en général contre le propriétaire foncier ; nous soutenons ensuite (ou plutôt en même temps) le prolétariat contre le paysan en général. Calculer *dès maintenant* le rapport des forces au sein de la paysannerie, au "lendemain" de la révolution (démocratique), est une vaine utopie. Sans donner dans l'esprit d'aventure, sans trahir notre conscience scientifique, sans courir après une popularité facile nous ne pouvons dire et ne disons *qu'une chose* : de toutes nos forces nous aiderons la paysannerie à faire la révolution démocratique, *afin qu'il nous soit d'autant plus facile* à nous, parti du prolétariat, de passer aussi vite que possible à une tâche nouvelle et supérieure, - à la révolution socialiste. Nous ne promettons aucune harmonie, aucune égalisation, aucune "socialisation" à la suite de la victoire de l'insurrection paysanne *actuelle* ; au contraire, nous "promettons" une nouvelle lutte, une nouvelle inégalité, une nouvelle révolution, à laquelle d'ailleurs tendent nos efforts. Notre doctrine est moins "sucrée" que les contes bleus des socialistes-révolutionnaires ; mais quiconque veut qu'on ne lui serve que de l'eau sucrée ferait bien d'aller aux socialistes-révolutionnaires. A ces gens-là nous dirons : Bon vent.

Ce point de vue marxiste tranche aussi, à notre avis, la question des comités. *Il ne doit pas y avoir*, pensons-nous de *comités paysans social-démocrates* : s'ils sont social-démocrates, c'est qu'ils ne sont pas seulement paysans ; s'ils sont paysans, c'est qu'ils ne sont pas purement prolétariens, social-démocrates. Il y a quantité d'amateurs pour confondre ces deux métiers, nous ne sommes pas de ceux-là. Partout où c'est possible, nous nous efforcerons d'organiser nos comités *à nous*, les comités du *Parti ouvrier social-démocrate*. Y entreront paysans, miséreux, intellectuels, prostituées (un ouvrier nous demandait récemment par lettre pourquoi l'on ne ferait pas un travail d'agitation parmi les prostituées), soldats, instituteurs, ouvriers, - bref *tous les social-démocrates, et rien que les social-démocrates*. Ces comités poursuivront l'action social-démocrate dans toute son ampleur, en s'efforçant néanmoins d'organiser spécialement, à part, le prolétariat rural ; car la social-démocratie est le parti de classe du prolétariat. Tenir pour "contraire à l'orthodoxie", les efforts tendant à organiser un prolétariat qui ne s'est pas encore tout à fait

dégagé des diverses survivances du passé, *c'est tomber dans une très grave erreur*, et nous aimerions à croire que les passages correspondants de la lettre reposent sur un simple malentendu. Le prolétariat des villes, le prolétariat industriel formera immanquablement le noyau central de notre parti ouvrier social-démocrate ; mais nous devons attirer vers notre parti, instruire, organiser tous les travailleurs et tous les exploités, comme le dit d'ailleurs notre programme, tous sans exception : artisans, pauvres, mendiants, domestiques, vagabonds, prostituées, à la condition expresse, bien entendu, que ce soit eux qui adhèrent à la social-démocratie, et non l'inverse ; que ce soit eux qui adoptent le point de vue du prolétariat, et non le prolétariat qui adopte le leur.

Mais alors que viennent faire ici les comités paysans révolutionnaires ? demandera le lecteur. C'est donc qu'il n'en faut pas ? Si, il en faut. Notre idéal : des comités purement social-démocrates partout, dans tous les villages, et puis leur entente avec tous les éléments, groupes, cercles paysans démocratiques révolutionnaires en vue de la formation de comités révolutionnaires. Ici, l'analogie est complète avec l'indépendance du Parti ouvrier social-démocrate dans les villes et son alliance avec tous les démocrates révolutionnaires en vue de l'insurrection. Nous sommes pour l'insurrection de la paysannerie. Nous sommes absolument contre le mélange et la fusion d'éléments sociaux hétérogènes et de partis hétérogènes. Nous voulons que la social-démocratie stimule vers l'insurrection *toute* la démocratie révolutionnaire ; qu'elle l'aide *toute* à s'organiser ; *qu'elle soit à ses côtés*, - mais sans se confondre avec elle, - sur les barricades dans les villes, contre les propriétaires fonciers et la police dans les campagnes.

Vive l'insurrection contre l'autocratie dans les villes et les campagnes ! Vive la social-démocratie révolutionnaire en tant qu'avant-garde de toute la démocratie révolutionnaire dans la présente révolution !